

Critiquer la politique israélienne, ce n'est pas de l'antisémitisme!

Le 25 septembre 2019, le ministère israélien des Affaires stratégiques présentait un nouveau rapport au Parlement européen. Dans ce rapport, le mouvement *Boycott, Désinvestissement et Sanctions* (BDS) dans son ensemble est assimilé à de l'antisémitisme. Le rapport appelle les gouvernements européens à mettre fin à toute forme de coopération avec les organisations qui soutiennent l'appel BDS.

Le ministère israélien des Affaires stratégiques n'en est pas à son coup d'essai. Au cours des deux dernières années, il a en effet publié plusieurs rapports discréditant les organisations de la société civile israélienne, palestinienne et européenne. La Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, a réagi en qualifiant ces attaques d'« infondées » et d'« inacceptables », ajoutant qu'elles « ne font que contribuer aux campagnes de désinformation ».

Diversions de la lutte contre l'antisémitisme

Les points de vue sur le BDS des signataires de la présente lettre peuvent être divergents. Certains d'entre nous soutiennent le BDS, d'autres non et cela pour diverses raisons. Cependant, nous rejetons unanimement l'affirmation erronée, inappropriée et trompeuse selon laquelle le BDS est une manifestation d'antisémitisme. Quoique chacun puisse penser du BDS, il doit être clair qu'il s'agit d'une forme légitime et non violente de protestation contre l'occupation israélienne du territoire palestinien et qu'elle doit, à ce titre, être protégée par la liberté d'expression et de réunion. Cela a été confirmé récemment par la Haute Représentante sortante, Mme Mogherini, ainsi que par trois rapporteurs spéciaux des Nations Unies.

En tant que citoyens juifs engagés, chercheurs scientifiques et experts dans la lutte contre l'antisémitisme, nous rejetons sans équivoque les conclusions, tactiques et recommandations du ministère israélien des Affaires stratégiques. L'antisémitisme et les autres formes de racisme constituent un grave danger et doivent être activement combattus. Mais les recommandations du ministère israélien des Affaires stratégiques et des groupes étroitement associés au gouvernement israélien tels que « NGO Monitor » n'aident pas dans cette lutte importante. Au contraire, le fait d'assimiler la critique légitime de la politique israélienne à l'antisémitisme ne fait qu'affaiblir la lutte contre l'antisémitisme réel.

Rétrécissement de l'espace d'expression

Les tentatives visant à assimiler le mouvement BDS et les autres critiques de la politique israélienne dans les territoires palestiniens occupés à de l'antisémitisme sont avant tout des manœuvres politiques. Ces dernières années, le gouvernement israélien du Premier ministre Netanyahu a qualifié d'antisémite toute forme d'opposition aux politiques israéliennes d'occupation et d'annexion. Les organisations locales de la société civile, qui subissent des pressions de toutes sortes, voient de ce fait leur espace d'expression se rétrécir de plus en plus.

De plus, le gouvernement israélien ne fait aucune distinction entre Israël et les territoires palestiniens occupés. Il considère comme antisémite aussi bien le boycott que les tentatives de différencier Israël et le territoire palestinien occupé.

Pour toutes ces raisons, nous demandons au gouvernement et au parlement fédéral d'affirmer clairement que le BDS est une forme légitime et non violente de critique de la politique israélienne, et qu'il ne peut en aucun cas être assimilé à l'antisémitisme. Nous les appelons également à soutenir financièrement et politiquement les organisations de la société civile israélienne et palestinienne (en ce compris celles qui souscrivent à l'appel BDS) qui combattent pacifiquement l'occupation israélienne et documentent les violations du droit international.

Ces organisations sont nos alliées dans la lutte contre l'occupation et l'annexion du territoire palestinien. Elles méritent plus que jamais notre plein appui, plutôt que des accusations non fondées d'antisémitisme.